

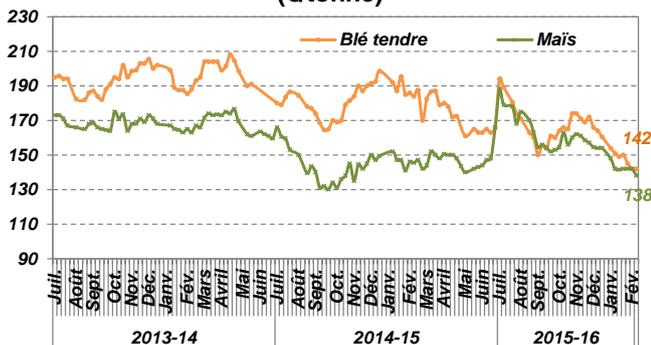
Conjoncture agricole

La gravité de la crise que traversent les productions agricoles se traduit tant par son intensité que par sa durée. Alors que le prix moyen des intrants recule légèrement en raison de la baisse du coût de l'alimentation animale, de l'énergie et des engrais, le ciseau de prix demeure globalement défavorable aux filières agricoles ligériennes. La plupart d'entre elles connaissent une évolution baissière des prix de vente de leurs produits à cause des difficultés de marché qu'elles rencontrent.

Grandes cultures : contexte baissier

Céréales : des fondamentaux baissiers dans un contexte économique peu porteur

Cotations des céréales à la Pallice
(€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Depuis la moisson, les cours des céréales ont subi une forte baisse : à La Pallice, le blé cotait 194 € début juillet et 142 €/t le 18 février.

Selon le CIC, l'offre mondiale de blé enregistre le record de 731 Mt et la production s'est révélée satisfaisante dans de nombreux pays importateurs. En France, elle est exceptionnelle à 41 Mt. La baisse des cours du pétrole et le recul du revenu qui en résulte dans certains pays ont réduit le marché international. La Russie et l'Ukraine exportent à un rythme très soutenu. Le débouché égyptien se contracte par suite d'exigences confuses sur le taux d'ergot dans les cargaisons. Mais, depuis décembre, au prix d'efforts consentis sur les tarifs et à la faveur d'un euro faible, les exportations françaises vers les pays tiers sont dynamiques, et ne devraient se contracter que de 3 % par rapport à 2014/15. Sur l'UE, en revanche, elles diminueraient de 11 %. Le stock fin de campagne s'alourdirait de 3,4 Mt pour atteindre 6 Mt.

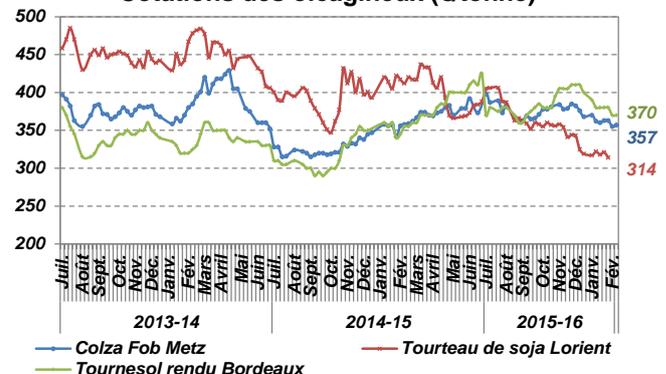
Contrairement au blé, la production mondiale de maïs se replie (959 Mt). Les exportations de l'Ukraine et du Brésil se déroulent à un rythme très élevé. Dans l'UE les certificats à l'importation sont en hausse de 66 % par rapport à 2014/15. En France, les utilisations dans l'alimentation animale souffrent de la

concurrence du blé bon marché. Ainsi, malgré l'effondrement des productions européenne et française, les cours restent déprimés. A La Pallice, ils sont passés de 188 €/t à 138 €/t depuis le début de la campagne.

Les surfaces de céréales à paille pour la récolte à venir sont en hausse. Les espoirs d'amélioration des cours sont repoussés à la prochaine campagne dans un contexte troublé par la chute des cours du pétrole et le ralentissement de l'économie chinoise.

Oléagineux : pression baissière sur le colza

Cotations des oléagineux (€/tonne)



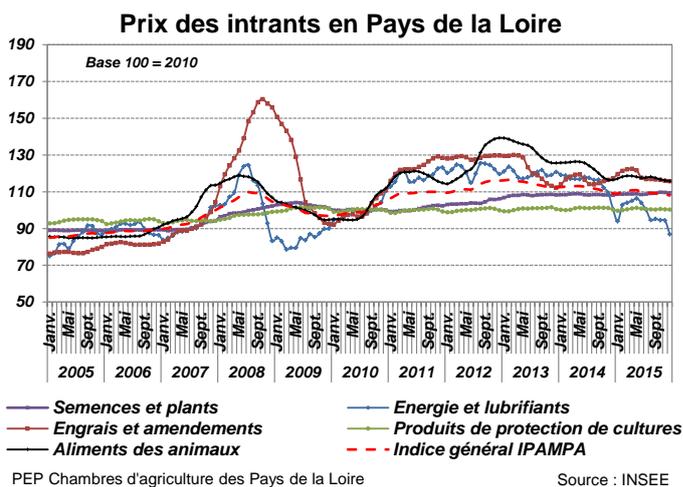
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Le marché du colza subit la pression baissière du marché directeur du soja, du marché du pétrole et de la concurrence des importations de canola australien et canadien face à une demande timorée. S'agissant du soja, le dernier bilan USDA a révisé la production et les stocks mondiaux à la hausse compte tenu des perspectives favorables en Amérique latine. Les flux d'importation de canola canadien et australien pénalisent également lourdement le marché européen du colza alors que la demande des industriels pourrait fléchir compte tenu de la faiblesse des marges trituration. Seules de futures tensions sur la prochaine campagne pourraient changer la donne. La surface de colza progresse de près de 0,8 % à l'échelle nationale et de 3,7 % en Pays de la Loire.

Cette baisse (évaluée en moyenne sur 12 mois), résulte surtout de la chute du prix de l'énergie (-14,3%), mais le prix des intrants reste néanmoins élevé comparativement à l'évolution du prix des produits animaux.

Le recul du cours des matières premières végétales a modérément impacté le prix de l'aliment du bétail, qui a fléchi de 4,3 % sur l'année. En volume, la production d'aliments a diminué de 1,6 % en 2015, avec une baisse marquée de la production d'aliments pour vaches laitières (-6,7 %), un recul de la production d'aliments porc (-1,3 %) mais une progression des fabrications destinées aux poulets standards (+2 %).

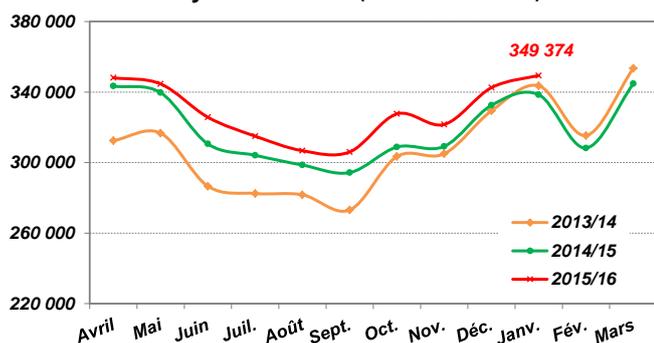
Le prix des engrais a quant à lui légèrement progressé (+1,9 %).



Lait de vache : un contexte mondial toujours difficile en lien avec le niveau élevé de la collecte européenne

Des volumes en progression sur la campagne

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



Sur les 10 premiers mois de la campagne, la collecte laitière régionale a progressé de 3,4 %. Cette évolution diffère nettement d'un département à l'autre avec une progression modérée en Sarthe (+2 %), un peu plus marquée en Loire-Atlantique (+2,5 %) et en Vendée (+2,9 %) et très nette en Maine-et-Loire (+8,8 %). Ces différences s'expliquent notamment par le fait que la collecte avait déjà fortement progressé en 2014/15 en Mayenne (et en Vendée les années précédentes), contrairement au Maine-et-Loire.

Au plan national, la collecte est restée stable sur l'année 2015 comparée à 2014 sous l'effet de la baisse du prix du lait et du déficit estival de la production fourragère dans l'est de la France.

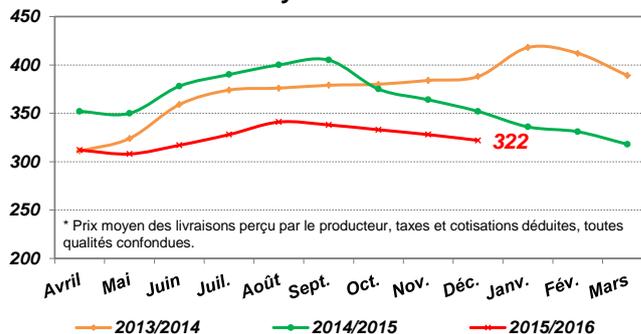
Cette stabilité de la collecte laitière française contraste avec l'évolution de certains autres pays européens, qui enregistrent de fortes augmentations sur la même période: +13 % en Irlande, +6 % aux Pays-Bas, +2,5 % au Royaume-Uni, +2,3 % en Pologne.

Cette dynamique de la collecte européenne (+2,5 % sur l'année civile 2015) contribue de façon non négligeable au déséquilibre du marché mondial, alors que la collecte néozélandaise recule (en raison de prix

bas à l'origine de difficultés financières pour les éleveurs) et que celle des USA se stabilise sur la période récente.

Un prix impacté par le dynamisme de la collecte et le poids des stocks

Evolution mensuelle du prix* du lait (€/1000 L) en Pays de la Loire



Depuis janvier 2014, le mode de calcul du prix moyen évolue. Il est désormais calculé à partir du prix payé aux producteurs de la région (prix de livraison), il était auparavant calculé à partir du prix moyen payé par les collecteurs de la région (prix de collecte). Les prix moyens calculés depuis janvier 2014 ne sont donc pas directement comparables avec ceux des mois précédents.

PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : Agreste

La demande chinoise toujours ralentie, le poids des stocks mondiaux et le haut niveau de la collecte européenne continuent à peser sur les cours.

En France, le prix du lait standard est tombé à 309 €/1 000 l sur l'année 2015, en retrait de 15 % par rapport à 2014. Début 2016, il a poursuivi son recul et se situe autour de 290 €/1 000 l en moyenne nationale sur janvier-février.

En Pays de la Loire, la baisse sur l'année civile se situe au même niveau qu'au plan national, avec un prix moyen payé au producteur de 325 €/t sur l'année, ce qui met à mal la trésorerie des exploitations, en particulier celles qui ont investi ou accru leur cheptel récemment.

Pour janvier 2016, les prix annoncés par les laiteries de la région vont de 263 €/t (sur la base des indicateurs CNIEL) à 315 €/t.

Dans les autres pays européens, le prix du lait est également en recul : en lait standard, il s'est stabilisé autour de 280 €/t en Allemagne, il se situe à 278 €/t en Irlande (ce qui reste stimulant dans ce pays compte tenu des bas coûts de production et de la bonne année fourragère) et il atteint 327 €/t aux Pays Bas au dernier trimestre 2015 (grâce à l'efficacité de la transformation selon Idèle).

Perspectives : un contexte toujours tendu au premier semestre 2016

Les stocks chinois sont élevés et vont continuer à être remis sur le marché au cours de l'année 2016. S'y ajoutent les stocks européens qui risquent de s'accroître encore début 2016.

Les perspectives restent donc moroses en termes de prix pour le premier semestre selon l'analyse de FranceAgriMer, d'autant plus que la demande recule dans les pays pétroliers.

Lait de chèvre : un marché porteur approvisionné par une collecte stable et des importations en hausse

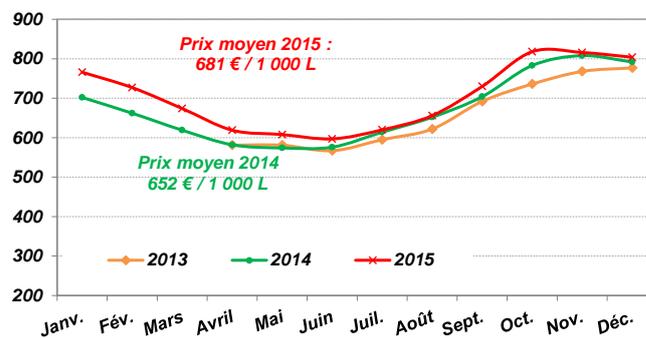
La collecte française de lait de chèvre serait stationnaire en 2015. Orientée à la baisse sur le premier semestre, elle est en croissance depuis août. Les fabrications de produits caprins se sont accrues de 7 % sur les 10 premiers mois 2015. Face à une collecte stable, les importations ont fortement progressé d'Espagne et des Pays Bas, estimées à 100 millions de litres pour l'année 2015 (+60 % comparé à 2014). Les stocks de produits de report sont très bas.

Les ventes de fromage de chèvre en libre-service en GMS ont connu une belle progression (+7 % de hausse annuelle à fin novembre 2015). Les prix au détail sont en baisse depuis quelques mois.

En Pays de la Loire, les livraisons sont quasi stables (+0,7 % en 2015) avec toutefois un retrait à noter pour la Vendée (-1,1 %). Les prix payés aux producteurs ont progressé en 2015 : +4,6 %, suscité

par la hausse du prix de base et l'amélioration de la composition du lait.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

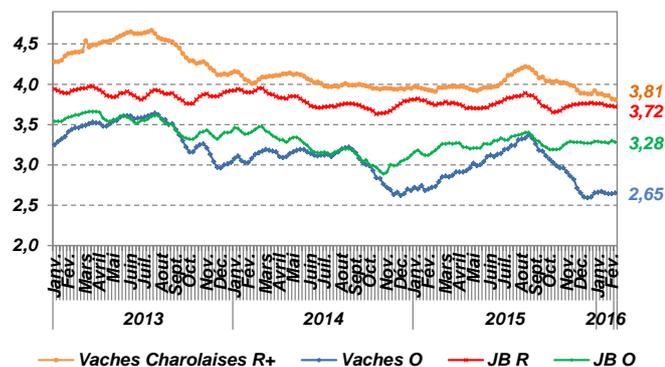
Viande bovine : conjoncture déprimée

Alors que la production de viande bovine a légèrement progressé en 2015 (+2,9 %), la consommation calculée par bilan s'est stabilisée. Les achats des ménages poursuivent néanmoins leur baisse tendancielle. Ils reculent de 2,6 % pour l'ensemble des viandes de bœuf. Ce recul masque deux tendances opposées : la progression continue de la part de haché (+4,7 % pour le haché frais en 2015) et la poursuite de la baisse du piécé (-1 % pour le bœuf à griller rôti).

Jeunes bovins : Déséquilibre offre-demande en allaitant

Les cours des jeunes bovins de race à viande sont à leur plus bas niveau depuis 4 ans sous la pression du recul de la demande sur leurs marchés-cibles (Italie, Grèce, moindre dynamisme en Allemagne). La demande reste par contre plutôt ferme pour les jeunes bovins laitiers notamment en Allemagne. En Pays de la Loire, la production de jeunes bovins a reculé de l'ordre de 1,5 % en 2015, ils se sont à peu près stabilisés à l'échelle nationale.

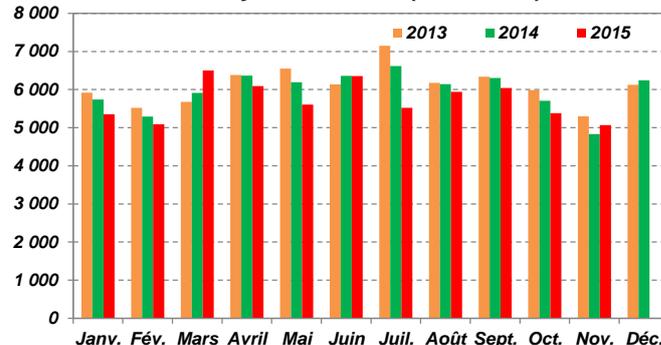
Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

Abattages de jeunes bovins en Pays de la Loire (en tonnes)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

Femelles : Forte disponibilité en viande laitière

Les réformes laitières sont toujours dynamiques (+7,5 % en France et en Pays de la Loire en 2015). Cette disponibilité de viande de femelle fait pression sur les cours des vaches allaitantes dont les sorties boucheries sont restées modérées en 2015 (-1,5 % en Pays de la Loire et stable à l'échelle nationale). La cotation de la charolaise R+ a reculé de près de 10 % entre 2015 et 2013. Le cheptel ligérien de femelles allaitantes de plus de 24 mois s'est légèrement érodé en 2015 alors qu'il se conforte à l'échelle nationale. Les décisions des éleveurs de réformer davantage ou non en 2016, entre suspension des références individuelles pour l'ABA (aide aux bovins allaitants) et difficultés économiques, restent incertaines.

Maigre : demande soutenue en animaux légers

Le marché du maigre a été fortement perturbé en fin d'année suite à l'apparition de la FCO (fièvre catarrhale ovine) sur le territoire français. Le début de l'année 2016 est marqué par une forte demande en animaux légers à destination de la Turquie. Le refus du gouvernement turc d'importer des animaux vaccinés, soutient le cours des broutards légers en provenance de la zone Indemne de FCO. La demande est plus hésitante en broutards lourds notamment vers l'Italie.

Veau de boucherie : embellie des cours

L'amélioration des cours du veau de boucherie permet d'entamer l'année 2016 sur de meilleures bases que 2015. Ces cours demeurent cependant inférieurs à ceux pratiqués les années précédentes.

Viande ovine : l'agneau français tient mieux son rang

Sur l'année 2015, la production française enregistre une hausse d'au moins 0,5 %, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011. Cette hausse s'est produite avec un maintien du cheptel de brebis de bon augure pour l'avenir. Les abattoirs ont conservé à peu près leur niveau d'activité (baisse de 1,7 %). Ils ont compensé les exportations françaises vers l'Espagne et l'Italie (+42 000 têtes) par des importations d'animaux vivants en provenance de Grande-Bretagne (+75 000 têtes).

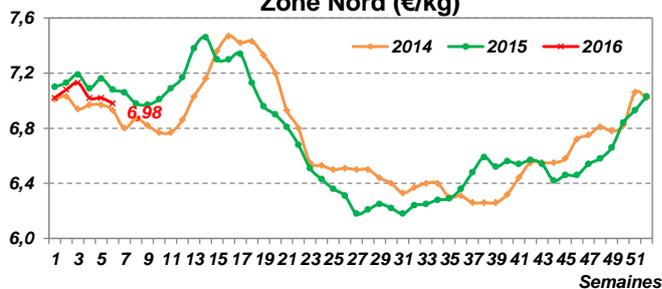
Pour l'année 2015, la déception vient du niveau de la consommation française constatée nettement en baisse (-3 %). Cette baisse a surtout provoqué un net recul des importations (-7 %) et ainsi a permis à la production française de conserver son marché intérieur. Elle peut s'expliquer par une augmentation des prix sur les étals que FranceAgriMer a estimée à 3,6 %, supérieure à celle des autres viandes. Cette hausse des prix sur les étals n'a pas été accompagnée d'une hausse des prix équivalente à la production pour les agneaux français, dont les prix moyens sur 2015 pour les producteurs ont tout juste été maintenus.

Conjoncturellement, on se situe aujourd'hui dans une saison difficile pour la vente des agneaux (entrée en carême). Les prix de mi-février sont au niveau de 2014 et légèrement inférieurs à ceux de 2015. Les exportations d'agneaux français sont plus difficiles depuis décembre, mais les importations reculent

également. Le contexte mondial pourrait devenir épineux (sorties plus importantes de Nouvelle-Zélande, demande chinoise durablement en repli) même si l'offre du Royaume-Uni est moins abondante en cette saison. L'évolution des taux de change (niveau de la livre sterling notamment) pourrait également venir impacter les prix.

L'apparition de plusieurs cas de FCO sur le territoire français depuis le 11 septembre 2015 a amené les pouvoirs publics à définir une zone réglementée à l'intérieur de laquelle les circulations d'animaux vivants sont limitées. Les Pays de la Loire sont en dehors de cette zone mais plusieurs départements voisins y figurent désormais.

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (€/kg)**



Avertissement :
A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changé (prix individualisés par typologie du lot)
PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

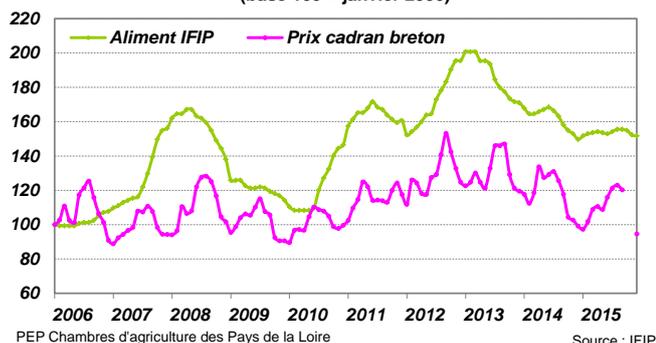
Source : FranceAgriMer

Viande porcine: une crise sans fin

L'année 2015 a été marquée par une hausse de la production porcine dans l'Union européenne, contraire aux prévisions annoncées. Les abattages ont progressé de 3,25 % (en nombre de porcs), particulièrement soutenus par la hausse en Espagne (+7 %) où la production ne cesse de croître (déjà +5,5 % en 2014). En France, la production est restée stable en nombre mais a progressé en tonnage (+1,1 %), dû à des retards d'enlèvement dans les élevages.

La situation était déjà difficile pour les éleveurs français et cette pléthore d'offre a inévitablement impacté le prix qui poursuit son repli (1,24 € au MPB en 2015). Depuis 30 ans, le prix du porc s'est dégradé de près de 20 %. Les améliorations techniques des éleveurs ont limité les pertes financières. Mais depuis 2007, le prix de l'aliment connaît des hausses que le prix du porc ne compense pas, rendant la situation des éleveurs intenable.

Evolution indicielle du prix de l'aliment IFIP et du prix du porc Cadran breton (base 100 = janvier 2006)



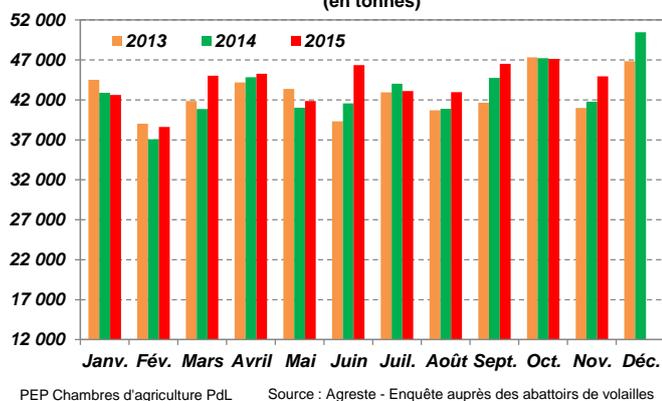
Malgré la poursuite de l'embargo russe, les exportations européennes se sont bien développées (parité monétaire favorable) particulièrement vers la Chine (+50 %). La France n'a que faiblement participé à cette dynamique voyant même ses exportations globales refluer. Le solde du commerce extérieur porcin français continue de se dégrader.

En Pays de la Loire, la production atteint presque 254 000 tonnes en 2015 (+0,7 %/2014). Elle est restée stable en nombre de porcs. La région connaît un repli de sa production depuis 2011 (-5 % entre 2010 et 2015).

Le début d'année 2016 ne s'annonce guère mieux avec une production qui poursuit sa hausse en Espagne. Les prix sont bas dans tous les pays.

Volailles de chair : le déficit commercial avec l'UE se creuse encore

Abattages de volailles en Pays de la Loire (en tonnes)



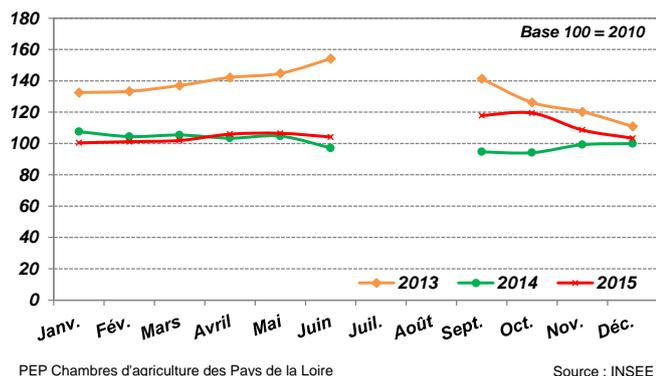
En 2015, les abattages français de volailles progressent de 2,2 %. En Pays de la Loire, la hausse est plus marquée : +3,7 % sur 11 mois, progression qui n'a pas été observée depuis 2010. Ce sont les abattages de poulets (+6,2 %) qui sont les plus dynamiques. Les abattages de pintades (+3,9 %) et de canards (+1,5 %) progressent aussi. En revanche, les abattages de dindes sont en repli de 2,8 %. Grâce à la restauration hors domicile, la consommation de volaille calculée par bilan s'améliore de 2,4 % avec une progression de la consommation

de poulet (+4,6 %) et un recul en dinde (-4,2 %). Quant aux achats des ménages, en repli, ils se portent de plus en plus vers les élaborés et la charcuterie de volaille. Ces deux segments représentent maintenant plus de 24 % de la consommation à domicile.

Les exportations de volailles se sont redressées de 1,7 % en volume, à la faveur de meilleures ventes de poulet sur quelques pays européens (Espagne, Royaume-Uni et Pays-Bas), sur l'Arabie Saoudite et sur l'Afrique sub-saharienne. Les autres clients traditionnels du Moyen-Orient ainsi que l'Asie sont en recul. Cette amélioration des exportations n'a cependant pas stoppé la dégradation du solde extérieur, qui passe de 51 Mt en 2014 à 39 Mt en 2015, car les importations de poulet en provenance de Pologne et du Royaume-Uni sont en forte hausse, conduisant à une croissance globale de 4,2 % des importations de volailles. En valeur, l'excédent commercial s'améliore grâce à la hausse de l'excédent sur pays tiers et à une parité euro/dollar plus favorable. Le déficit avec l'UE continue de se creuser. Pour les mois à venir, l'apparition fin 2015 et la propagation de l'influenza aviaire dans le sud-ouest de la France fait craindre une augmentation du nombre de pays fermant leur marché aux produits français.

Arboriculture : pommes de table, la campagne en cours sur des bases satisfaisantes

Evolution indicielle du prix de vente de la pomme de table en Pays de la Loire



La récolte 2015 a été bonne quantitativement avec des fruits de qualité pour la coloration et le calibrage. La conservation est également bonne.

Le marché en début de campagne a été un peu contrasté : l'exportation d'une façon générale a été très active, Grande Bretagne, Espagne, Belgique, marchés maritimes (Moyen-Orient, Asie du Sud-Est), par contre le marché intérieur a peiné à démarrer en terme de volumes d'activités.

Depuis la mi-décembre, les choses se sont régularisées et les flux sont devenus satisfaisants à la fois sur le marché intérieur, à l'exportation sur les pays européens et sur le grand export.

La saison est terminée pour la variété Gala (bonne campagne), la commercialisation des variétés « club », Pink Lady en tête, a été très bonne. Cependant, pour les opérateurs plus positionnés sur les variétés classiques, type Granny et Golden, le marché est beaucoup chahuté (valorisation beaucoup plus faible). Les cours pratiqués depuis le début de la campagne (bilan janvier) sont supérieurs d'environ 0,10 €/kg au

prix de la campagne précédente (prix départ station sans emballage).

La Golden destinée à l'industrie se commercialise sur la base de 230 €/t avec peu d'offre en Pays de la Loire en raison de la qualité intrinsèque des fruits cette année.

En définitive, la campagne actuelle devrait satisfaire les producteurs notamment ceux bien positionnés sur les variétés moins classiques.

Horticulture et pépinières : des professionnels en attente d'une campagne vraiment plus dynamique

Depuis plusieurs années, le marché horticole est en déséquilibre. L'offre de produits diminue avec les cessations et reprises d'entreprises, mais dans le même temps, la demande continue de se restreindre. Dans ces mouvements, le marché reste chargé avec des prix qui sont de plus en plus sous pression.

Le printemps 2015 a été favorable aux marchés des végétaux. Mais si l'activité a été satisfaisante pour les horticulteurs, les pépiniéristes ont vécu une fois encore une campagne décevante.

Cet automne, la fréquentation des jardinerias a été faible, le chiffre d'affaires des producteurs s'en trouve encore pénalisé.

L'activité des fleurs coupées a été bonne en fin d'année en termes de volume et de prix. Les trésoreries des d'entreprises de ce secteur d'activité restent tendues.

Le marché des plantes ornementales a été correct cet hiver. Ce n'est pas la période la plus intense de l'année.

L'activité de printemps ne fait que démarrer, pépiniéristes et horticulteurs espèrent que le marché va démarrer véritablement avec des volumes et des prix.

Les acteurs de la filière se mobilisent dans ce sens et amplifient les actions de communication et de promotion autour des plantes, quelques exemples :

- campagne radio et télévision (M6) sur des thématiques variées,
- mise en place de la marque grand public « Silence ça pousse », sponsorship autour de Stéphane Marie et d'un site internet de coaching paysagiste pour accompagner les particuliers dans l'embellissement de leurs jardins (Entreprise Minier),
- tenue du salon du végétal du 16 au 18 février avec un thème très fort : « le jardin en ville ».

Tous les acteurs espèrent maintenant que ces nombreuses initiatives vont participer à redynamiser le marché en 2016.

Légumes : quand il ne gèle plus l'hiver...

En Pays de la Loire, ce sont surtout les producteurs de mâche qui font les frais de la douceur exceptionnelle de cet hiver 2015/16. Tous les équilibres de marché sont perturbés pour l'ensemble des légumes d'hiver et surtout les salades, toutes catégories y compris les endives.

Les problèmes sont apparus très tôt chez les producteurs de mâche. Dès la fin octobre, des volumes importants ont été récoltés bien avant les dates prévues par les techniciens des OP (organisations de producteurs). A cette saison, le phénomène a déjà été constaté et géré, mais au fur et à mesure de l'entrée en hiver, de plus en plus de productions sont arrivées avec de plus en plus d'avance, jusqu'à un mois pour les productions prévues sortir vers Noël.

Sur les marchés, la demande saisonnière des pays du Nord-Europe a tardé à s'exprimer. D'abord les productions locales qui n'ont pas eu à subir trop les intempéries ont alimenté leur marché plus longtemps. Ensuite, les concurrents, italiens surtout, ont maintenu une offre abondante. Aujourd'hui encore, la demande pour nos produits sur ces marchés extérieurs reste inférieure aux niveaux habituels. A l'heure des bilans, les volumes exportés devraient apparaître en net retrait sur ceux de l'année précédente.

Devant l'impossibilité d'écouler toutes les récoltes, des décisions de destruction se sont avérées inéluctables. Chaque OP a dû se résigner à demander à des producteurs d'y recourir, en priorité pour des mâches de qualité moindre, mais parfois quand même très bonne. Les récoltes ont été sorties des parcelles et détruites pour dans certains cas permettre un nouveau semis. Et comme depuis Noël, il n'a pratiquement pas fait froid, les productions continuent à être annoncées avec de l'avance, y compris sur les plannings corrigés. A la mi-février, la production prévue pour mars est déjà prête, avec en plus des difficultés pour maintenir la qualité.

Pour les producteurs qui auraient trop misé sur la campagne de mâche d'hiver, le bilan économique sera probablement désastreux. La cotation de la barquette de mâche qui en février 2015 dépassait tous les jours 0,80 €, est restée autour de 0,50 € en 2016. Les volumes détruits (non vendus, non indemnisés) seront importants. Pour la fourniture des usines de 4^e gamme par contre, les contrats ont pu être respectés.

Cette douceur extrême de l'hiver touche aussi les radis d'hiver, en avance sur les plannings et sur l'attente des consommateurs. Elle touche encore les navets primeurs qui arrivent alors que ceux d'hiver sont toujours sur le marché. Elle touche enfin les

poireaux d'hiver, qui au contraire doivent être sortis plus tôt pour éviter la montaison, ou encore les différentes espèces de choux. Et pour chaque légume, c'est un commerce plus difficile, avec de l'offre décalée inattendue, une demande incertaine et des prix qu'il faut le plus souvent revoir à la baisse. Et ce n'est peut-être pas terminé puisque l'arrivée des

premières asperges de Camargue vient d'être annoncée... avec un mois d'avance.

Au sein des OP, les questions sont nombreuses. Selon l'interprétation qu'on fera de cet événement climatique, les enseignements à tirer peuvent être très différents.

Viticulture : toujours difficile pour les muscadets

Dans l'attente de la publication des volumes par appellation, les rendements des vignes pour l'année 2015 sont évalués en hausse de 7 % par Interloire sur sa zone. L'interprofession précise que non seulement les objectifs de rendement sont atteints pour la grande majorité des appellations, mais que la qualité des vins du millésime 2015 sera remarquable et même exceptionnelle pour certains moelleux, au vu notamment des teneurs en sucre. Au niveau commercial, la conjoncture est toujours difficile pour les muscadets, dont les prix ont à

nouveau baissé, dans l'attente des effets de la nouvelle stratégie mise en place. Pour les autres vins, les cours du vrac vendu au négoce ont été au moins maintenus et souvent constatés en progression sur les derniers mois de l'année 2015, y compris pour les vins IGP de cépage. Les volumes vendus depuis l'été ont été en hausse significative pour les fines bulles, quasiment stables pour les rosés et en recul plus significatif pour les vins blancs de cépage, en comparaison des mêmes mois de l'année précédente.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire
<http://www.paysdelaloire.chambagri.fr/menu/economie/sommaire-economie.html>

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Michel BLOURDE Tél. 02 41 96 75 05
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : michel.blourde@maine-et-loire.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)